

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Boum!

Voici l'édito qu'on souhaitait ne jamais devoir écrire. On a beau avoir répété que le nucléaire est une énergie dangereuse, entourée de secret et hors de tout contrôle démocratique, le fait d'être aujourd'hui confirmé-e-s dans nos craintes ne peut évidemment nous réjouir. La preuve par Fukushima suffira-t-elle à convaincre de la nécessité d'une sortie rapide de cette énergie?

Rien n'est moins sûr. Évidemment, une partie de la classe politique bourgeoise s'est empressée d'abjurer le nucléaire. Pour certain-e-s cette conversion est sincère. Mais l'empressement à vouloir mettre fin à tout débat et les reproches d'opportunisme faits à celles et ceux qui ne font que répéter une position qui n'est pas neuve, laisse présager un rebondissement rapide du lobby pro-nucléaire.

Déjà les idiot-e-s utiles du nucléaire que sont certain-e-s catastrophistes climatiques se font bruyants. Pour ces personnes la catastrophe de Fukushima n'en serait pas vraiment une, en tout cas en comparaison avec la catastrophe future du changement climatique... Quelques personnes irradiées aujourd'hui serait peu de choses en comparaison des innombrables personnes inondées demain.

Nous pensons que la sortie du nucléaire est urgente et possible, et qu'elle n'implique pas un accroissement de l'utilisation des énergies fossiles. Des économies massives d'énergie et le développement parallèle des énergies renouvelables sont techniquement possibles. Mais ces solutions ne se feront pas toutes seules, par la seule grâce du "Dieu marché". Pour mettre en œuvre rapidement ces solutions, l'État doit investir massivement. L'argent est là, il s'agit maintenant d'un choix de société, d'un choix politique.

Réd.



Le nucléaire c'est la gangrène, de Fukushima à Mühleberg

Nous n'avons que faire des accusations d'«indécence» lancées par les pro-nucléaires: la catastrophe en cours à Fukushima démontre de manière éclatante la nécessité de sortir du nucléaire partout, et le plus vite possible. L'industrie nucléaire répond par ses arguments habituels: «ce serait impossible en Suisse», «les nouvelles centrales ne peuvent connaître ce type d'accident», «les Japonais n'ont pas contrôlé leurs centrales», etc. Et nous affirmons que nous préférons ne pas attendre que les faits nous donnent raison pour nous débarrasser des réacteurs suisses. Rendez-vous l'année prochaine!

Lire en page 3

■ Géographie politique

Quelques mises au point sur le fameux «clivage villes/campagnes»

Page 4

■ Logement

Qu'est-ce que serait une politique de gauche?

Page 6

■ Politique monétaire

Retour sur les décisions récentes de la BNS

Page 7

CAMARADE CHRONIQUEUR

Ne dites pas que vous ne saviez pas!

Il y a quelques jours, à Nuremberg, j'ai visité une exposition sur le site où se tenaient les congrès du Parti national-socialiste. Un manifeste électoral, en particulier, avait attiré mon attention. Imprimé par le Parti social-démocrate en 1930, on y lit, à côté d'un dessin représentant un nazi enragé, couteau dans la main, le slogan suivant: «Ce sont les ennemis de la démocratie! – C'en est assez!» (*Das sind die Feinde der Demokratie! – Hinweg damit!*).

Ce manifeste montre qu'avant l'arrivée de Hitler au pouvoir les forces progressistes avaient prévu correctement les dangers potentiels que ce parti représentait pour la démocratie. Mais une majorité (relative) des électeurs ne voulait pas y croire.

Sarajevo, novembre 1990. À 14 ans, je suivais avec beaucoup d'espoir les «premières élections démocratiques d'après-guerre» en Bosnie et Herzégovine. Mais il y avait quelque chose de menaçant dans les discours des trois partis nationalistes, qui venaient d'être créés. Chacun défendait seulement «son» peuple (croate, musulman ou serbe). Les partis non nationalistes, eux, soulignaient ouvertement les dangers potentiels de ces discours, y compris celui d'une guerre civile. Le slogan électoral des sociaux-démocrates était en fait bref et clair: «Nous vivrons ensemble». Résultat: contre toutes les prévisions, environ trois-quarts des électeurs ont fini par voter pour les partis nationalistes. Dans les 15 mois suivants, leurs leaders ont conduit le pays dans une guerre fratricide.

Italie, 1994. Combien de gens intelligents se sont laissés illusionner par cet homme riche, propriétaire des chaînes de télévision et de plusieurs journaux, avec des liens probables avec la mafia? Aujourd'hui, beaucoup d'Italiens me disent: «on ne pouvait pas savoir ce qu'il serait devenu». Je réponds: si, vous

pouviez le savoir, vous auriez dû le savoir.

Tessin, 2011. Aux élections du 10 avril, la *Lega dei Ticinesi* se prépare à devenir le premier parti du canton et de gagner son deuxième siège au gouvernement. Ce sont les fruits d'une politique accommodante envers ce mouvement populiste, profondément anti-démocratique dans ses discours et dans sa structure interne: il suffit de mentionner que son président à vie (*sic*) choisit à discrétion les candidats aux élections. Il y a quelques mois, sur la première page du journal de dimanche de la *Lega*, on renvoyait les Roms aux «camps de travail», avec le mot d'ordre «*raus!*» (écrit bel et bien en allemand) et la photo d'un camp pseudo-nazi sur le fonds. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Or, tout cela n'empêche pas les politiciens les plus en vue des autres partis de se laisser interviewer, chaque dimanche, par ce même journal, en lui conférant donc une légitimité imméritée. Seulement les élus socialistes refusent de se prêter à ce jeu, à l'exception notable de la conseillère d'État sortante Patrizia Pesenti.

Les ennemis de la démocratie sont donc toujours là, et pas seulement dans les pays arabes. Ne dites pas que vous ne le saviez pas. Et, surtout, dites à haute voix: *no pasaran!*

Nenad Stojanovic est politologue et député PS au Grand Conseil tessinois



Source: mobilis.flickr.com

Un manifeste du Parti social-démocrate allemand, datant de 1930

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne
Secrétariat de rédaction et mise en page:
Antoine Chollet

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulliod (Cévu)

Relecture:
Salima Moyard, Éric Peytremann

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

JAPON

La catastrophe n'est pas à venir, elle a déjà lieu...

Le 11 mars 2011, le séisme de magnitude 8.9 qui s'est produit au large des côtes japonaises a provoqué un tsunami destructeur faisant plus de 26'000 victimes selon les dernières estimations. À côté de cette catastrophe aux conséquences humaines rarement égalées dans l'histoire nipponne, il y a l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima, causé par des dommages sur plusieurs de ses réacteurs nucléaires. Si l'impact de cet événement est encore difficile à estimer en raison de la méconnaissance de ce risque ainsi que du manque d'informations fiables de la part des responsables de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) et du gouvernement, il s'agit déjà incontestablement d'une des catastrophes nucléaires les plus importantes de l'histoire.

L'ATOME REMPLACE LE SÉISME

Cette succession d'événements a contribué à faire passer sur le devant de la scène médiatique et politique la problématique du nucléaire, au détriment de l'événement sismique et du tsunami qui en a résulté. Comment expliquer ce retournement de situation?

Tout d'abord, le risque sismique est bien connu, intégré et dans une certaine mesure accepté dans la société japonaise. La prévention des catastrophes, tant par des moyens techniques que par des simulations régulières de situations d'urgence et des formations sur le comportement à adopter en cas de danger, font du Japon une des sociétés les mieux informées sur le danger sismique.

Au contraire, la problématique du nucléaire est peu connue de la population japonaise, ce qui laisse aujourd'hui les Japonais-es dans l'incertitude face à une menace difficile à estimer. À cause d'intérêts économiques et politiques, les risques ont été passés sous silence, voire étouffés. Pour ces mêmes raisons, le Japon est

devenu peu à peu le troisième producteur mondial d'énergie d'origine nucléaire alors même que la population était très hostile à cette solution, en raison notamment des bombardements atomiques américains en 1945.

RÉACTIVER LE DÉBAT SUR LE NUCLÉAIRE

Mais si la catastrophe nucléaire de Fukushima a un écho si important en Europe, c'est aussi parce qu'elle a remis sur le devant de la scène le fameux débat de l'énergie atomique. Bien que les images de catastrophes naturelles de l'ampleur de Haïti ou du Japon soient incroyablement puissantes émotionnellement, voire tristement fascinantes, la population suit ces événements tel un spectacle irréel et apocalyptique éloigné de leur réalité. À ses yeux, la problématique du nucléaire semble bien plus concrète.

Il est donc facile d'expliquer que la catastrophe nucléaire ait petit à petit supplanté celle du séisme et du tsunami, et que l'information concernant la situation japonaise ait peu à peu été remplacée par celle concernant le nucléaire en Suisse. Certes, le débat sur le nucléaire a plus que tout sa raison d'être, il est essentiel de mettre en avant les alternatives possibles, de remettre en cause nos habitudes en matière de consommation d'énergie. La catastrophe de Fukushima est une bonne occasion de le réactiver auprès de populations qui, lentement, en étaient venues à ne plus considérer sérieusement la dangerosité de l'énergie nucléaire. Mais qu'est-ce que tout cela prouve? Qu'en dehors de nos préoccupations helvético-helvétiques (le nuage va-t-il passer au dessus ma maison? Mon abri PC est-il adapté et sûr? Quel impact aura pour la Suisse la crise économique japonaise?), peu de choses importent!

La crise humaine, alimentaire, de l'eau, la problématique de l'organisation des secours, la

critique des Japonais-es face à la gestion gouvernementale et la crise politique qui pourrait en découler sont-ils vraiment si anodins? Si l'on en croit l'évolution médiatique et politique de la problématique, oui, malheureusement...

Lina Rouyet

Sortir du nucléaire pour nous réapproprier notre énergie

Lucens, Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima. Quatre noms pour quatre accidents qui révèlent la possibilité de l'apocalypse. Le monde a une fin et elle se trouve dans l'atome. L'énergie nucléaire apparaît comme la projection des fantasmes d'ingénieur-e-s et de leur volonté de domination physique de la nature. Cela doit nous interroger sur la nécessité de sortie rapide du nucléaire, en Suisse et ailleurs. Rappelons que l'énergie nucléaire concentre forcément le pouvoir dans quelques mains et est de ce fait anti-démocratique. Ajoutons encore que – contrairement à ce qu'essaient de faire croire les lobbies pro-nucléaire – l'énergie nucléaire est non renouvelable. L'uranium est un minerai dont le stock n'est pas infini et dont l'exploitation crée passablement de problèmes politiques (par exemple au Niger). De plus, l'uranium est importé. En outre le complexe nucléaire est toujours allé de pair avec une militarisation des systèmes (contrôle des sources d'approvisionnement, sécurité, recherche). À ce titre, la division entre nucléaire civil et militaire est hors de propos.

On le sait, le coût de l'énergie nucléaire est sous-évalué. Premièrement, tous les frais de recherches scientifiques ne sont pas pris en compte dans la production du KWh. D'autre part, les éventuels coûts liés aux catastrophes sont exclus. Le coût de démantèlement des centrales n'en fait également pas partie. Si le lobby nucléaire suisse tient tant à prolonger la durée de vie des centrales, c'est aussi qu'il reste beaucoup d'inconnues quant à leur démantèlement. Enfin, le coût de gestion et du stockage des déchets n'est pas davantage comptabilisé.

Évidemment, il s'agit de sortir rapidement du nucléaire. Le chemin existe et il est déjà bien balisé. Premièrement, il s'agit d'améliorer l'efficacité énergétique (produire moins, une «société à 2000 watts», etc.). Deuxièmement, l'effort doit porter sur les énergies renouvelables (photovoltaïque, photo-thermique, éolien, bois, géothermie). Si tous les flux financiers «cachés» qui vont vers le nucléaire étaient dirigés vers ces énergies mieux adaptées, la sortie du nucléaire se ferait rapidement. Sortons du nucléaire et réapproprions-nous notre énergie! MG

GÉOGRAPHIE POLITIQUE

Les géographies changeantes du vote de gauche en Suisse romande

Il est devenu commun dans les soirées électorales et de votations d'utiliser des références géographiques afin d'expliquer les clivages observés: au-delà du clivage linguistique, l'opposition ville-campagne est souvent utilisée, terme fourre-tout qui recouvre des réalités bien différentes. Il est vrai toutefois que les dernières décennies ont vu une nouvelle géographie électorale émerger en Suisse, et le phénomène n'a pas épargné la Suisse romande. Les centres ne votent pas comme les périphéries, ni les banlieues comme les centres et les quartiers de villas comme les banlieues; et tous ces espaces ne votent plus comme ils le faisaient il y a encore une génération.

RÉPARTITION SPATIALE

Cette évolution en traduit une autre, plus fondamentale, de la manière dont les différentes strates de la société se répartissent dans le territoire. Historiquement, l'agriculture tenait les campagnes et étendait son influence à un maillage serré de centres locaux, l'industrie dominait depuis le milieu du XIX^e siècle une kyrielle de villes et de bourgs industriels à travers la moitié nord du pays. Seuls les grands centres abritaient alors une population très diversifiée mélangeant élites et bourgeoisie avec classe ouvrière et immigré-e-s. Dès son origine, la gauche fut donc avant tout urbaine: c'est dans les villes qu'elle apparut et qu'elle devint importante. Elle devint même rapidement dominante dans un certain nombre de villes et villages industriels, notamment dans l'arc jurassien et certaines régions industrielles de Suisse alémanique, plus rarement dans les banlieues ouvrières des grandes villes. Dans les grands centres, la droite parvint à endiguer la gauche jusque dans les années septante, comme d'ailleurs

dans les banlieues, même ouvrières, où la gauche, puissante, restait minoritaire. Les petits centres locaux, les campagnes et les banlieues résidentielles restaient le domaine exclusif de la droite et de ses différentes composantes radicale, libérale, catholique et agrarienne.

ÉVOLUTIONS PROFONDES

Depuis, toutefois, les différentes composantes de la société sont devenues beaucoup plus mobiles et leur répartition spatiale s'est modifiée. En termes sociologiques, les élites de droite ont été progressivement remplacées, en ville, par de nouvelles élites de gauche qui ont permis à cette dernière d'y conquérir le pouvoir il y a une vingtaine d'années, puis d'y verrouiller leur emprise. Sauf accident, dans les grands centres, et dans nombre de centres moyens engagés sur la même voie, la gauche se renforce ou se stabilise à des niveaux très élevés; la droite y est devenue faible et la menace populiste affecte avant tout les formations de droite classique.

Dans les régions périurbaines, ces vastes auréoles précédemment rurales qui entourent les grandes agglomérations, la gauche progresse assez fortement, en particulier par l'entremise de sa composante verte, qui y tutoie le score du PS. L'arrivée massive de familles d'origine urbaine ou suburbaine a permis à la gauche de s'ancrer dans des terres où elle était précédemment inexistante. Ceci étant, dans ces régions il apparaît largement exclu que la gauche devienne majoritaire: en effet, si elle accueille un électorat de gauche qui lui manquait jusque là, elle accueille encore plus de ménages sociologiquement de droite qui désertent les centres et les banlieues. D'une certaine manière, la campagne s'urbanise – mais cette urbanisation est majoritairement le fait de gens de droite.

Dans les villages industriels, la gauche reste généralement dominante, comme elle l'est dans certains cas depuis près d'un siècle, et son emprise ne semble pas réellement menacée; comme dans les centres, la montée des formations populistes, bien que sensible, y affecte avant tout les formations de droite.

LE CAS DES BANLIEUES

Tel n'est pas le cas, toutefois, dans les banlieues populaires denses. La gauche y est largement présente depuis des lustres, mais elle n'a pu y prendre le pouvoir qu'assez récemment, et son assise majoritaire y est fragile. Là, les politiques classiques de la gauche urbaine: priorité aux habitant-e-s, emphase sur l'écologie, la qualité de vie et les problèmes de mobilité, ne répondent pas toujours aux attentes d'une population plus fragile, menacée économiquement, et en butte à toutes sortes d'insécurité. Depuis les dernières communales, le risque est désormais avéré que les mouvements populistes puissent un jour y renverser les majorités de gauche comme cela a été le cas presque partout en Suisse alémanique, où l'UDC a bousculé un PS perçu par les classes populaires comme étant devenu intellectuel et urbain: la politique qui a fait de la gauche la dominante incontestable des grands centres est peut-être en train de lui coûter les banlieues populaires. À méditer...

Pierre Dessemontet

MÉDIAS

Le printemps arabe: qui fait quelle révolution?

Le 18 décembre 2010 à Tunis, Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu devant le siège du gouvernorat à la suite d'une énième confiscation de son outil de travail par la police. Des émeutes ont éclaté le jour même et ont conduit à la montée d'un mouvement populaire qui a entraîné la chute du président Ben Ali début janvier.

Les médias sont alors revenus sur ce suicide pour en faire l'origine, si ce n'est la cause, de la montée des mouvements sociaux. L'insatisfaction d'un peuple opprimé aurait spontanément créé une réaction en chaîne entre des individualités aspirant à un idéal commun de liberté. Cette étincelle se serait alors propagée aux autres pays de la région et ce souffle de liberté aurait ébranlé les régimes de l'Afrique du Nord. Le traitement du printemps arabe par les médias relève ainsi d'une certaine absence de capacité d'analyse. Les contextes respectifs de ces pays ne sont pas véritablement questionnés. Les mécanismes en jeu au sein même de ces mouvements ne sont pas interrogés. Une mise en opposition entre un peuple aspirant spontanément à un idéal commun de liberté face à un clan omnipotent et corrompu semble être le seul axe d'analyse.

LES MÉCANISMES DES RÉVOLUTIONS

Pourtant, le printemps arabe touche des pays aux contextes fortement différents et cette liberté ne semble se concrétiser que par opposition au régime. Si le monde médiatique a très fortement mis en avant la liberté d'expression dans un contexte d'années de privation, un certain nombre de considérants plus immédiatement liés à leurs conditions matérielles ont certainement convaincu la population à sor-

tir dans la rue. Par ailleurs, il est fort incertain que cette liberté revendiquée soit la même pour la petite bourgeoisie, les jeunes diplômé-e-s ou les catégories défavorisées, dont la présence et les actions sont vraisemblablement fortement hétérogènes sur le terrain. Pour autant, des situations inégali-taires et d'insécurité socioécon-omique ne semblent pas être des conditions suffisantes pour

sembler donc à une collection de faits récoltés dans la rue sans véritable mise en perspective. Et au vu du manque de moyens dont dispose aujourd'hui le monde médiatique pour un travail d'enquête et d'analyse, il y a fort à parier que la suite des événements sera traitée de manière aussi lacunaire. Il deviendra donc difficile d'essayer de comprendre les événements à venir, cela d'autant plus que les



aboutir à une révolution. Le passage à l'acte ne dépend pas exclusivement d'une situation objectivée.

Il convient donc de questionner le rôle des organisations d'une société civile plus ou moins existante: syndicats, associations sectorielles ou organisations de protection des droits de l'homme. Tous ces organismes, déjà présents au sein des sociétés concernées, ont vraisemblablement joué un rôle particulier dans la montée de ces mouvements, que ce soit en créant des espaces de contestation et de discussion, ou en encourageant de manière passive ou active un certain nombre d'actions.

L'ABSENCE D'OUTILS D'ANALYSE

Au final, que savons-nous réellement de ces révolutions? Qu'en avons-nous compris? Nous ne pouvons en tirer de véritables enseignements. Le monde médiatique semble impuissant dans l'apport d'hypothèses explicatives sur la montée de ces mouvements et de nombreuses expert-e-s hésitent à se prononcer au vu de situations encore très complexes. La plupart des articles que l'on peut lire dans les journaux res-

semblent pas sur la construction des nouveaux régimes démocratiques.

Or, si la chute de ces régimes oppressifs conduit à une véritable démocratisation de la sphère politique, une partie du chemin vers plus de liberté sera parcouru. Toutefois, si cette démocratisation de la politique se fait au profit des forces capitalistes, alors ce printemps arabe n'aura été qu'une suite de brèves rébellions. De nouvelles dominations prendront la place des anciennes au détriment de la majeure partie des populations. Comme nous l'avons écrit dans notre dernier édit, la révolution se doit d'être permanente.

Sébastien Schnyder

La chasse continue!

Des révolutions 2.0?

Le printemps arabe est montré comme le prolongement de la révolution des technologies de l'information, symbole fantasmé de cette liberté d'expression si chère à la presse. Or, le rôle qu'ont tenu ces technologies semble bien avoir été surévalué. En effet, si d'un point de vue strictement technique leur utilisation a permis de faciliter les communications, il semble évident que cette capacité n'a pas été une condition suffisante pour la mise en place des mouvements contestataires et pour leur permettre de rencontrer un tel succès. SS

POLITIQUE DU LOGEMENT

Se donner le droit de bâtir

Nous assistons actuellement à une pénurie de logement encore inégalée dans les agglomérations et dont les raisons sont multiples (flux migratoires, augmentation de la surface par personne pour l'habitat, attractivité de l'arc lémanique, etc.). Pour les milieux immobiliers, c'est une aubaine: jamais ils n'ont fait autant de profit avec si peu. Les conséquences sont par contre durablement désastreuses: la part consacrée au logement pour les ménages ne cesse d'augmenter et on ne trouve tout simplement plus où se loger décemment.

MESURES PALLIATIVES

Aujourd'hui, certaines mesures permettent d'apporter quelques solutions aux conséquences économiques et sociales du problème. Pour offrir des loyers abordables, il existe des aides (à la pierre et à la personne), des cautionnements, des soutiens aux coopératives (dont les logements sont moins chers de 20% en moyenne que sur le marché libre). En ces temps de fortes pressions sur le marché du logement, la protection des locataires est aussi un moyen important pour limiter les effets de la pénurie sur l'augmentation constante des loyers, en particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir le calcul du loyer selon l'ancien bail ou selon le rendement de l'immeuble.

Autre danger de la pénurie, ses conséquences sur la qualité des logements: la pression est telle qu'aujourd'hui, certains sont condamnés à vivre dans des logements inadaptés, mal situés, sans rapport avec leur contexte, gourmands en énergie, etc. La crise du logement ne doit pas être un prétexte à la médiocrité et il est nécessaire de réaliser des logements adaptés aux besoins d'aujourd'hui (augmentation du nombre de familles monoparentales ou recomposées, mixité sociale et fonctionnelle, proximité des services et des transports publics, logements économes en énergie, etc.).

Toutes les mesures décrites ci-dessus sont appliquées avec plus ou moins de volonté politique et de succès. Mais face à l'ampleur de la crise, elles ne suffisent plus. Il faut trouver d'autres moyens pour construire plus!

LE PROBLÈME DES TERRAINS

La pénurie de logement est d'abord celle du foncier. Aujourd'hui, le nerf de la guerre, ce n'est plus l'argent, c'est le terrain.

Alors que la crise sévit, de nombreux propriétaires thésaurisent leurs terrains et font monter les enchères. Les collectivités doivent donc prendre une part active sur le marché foncier et immobilier, acheter des terrains et les mettre à disposition pour construire des logements (si possible sans les vendre, par exemple en droit de superficie).

Évidemment, le terrain en question doit être constructible, et c'est donc là que se situe l'enjeu principal du problème car sans droits à bâtir, pas de politique foncière, pas d'aides, pas de cautionnement et au final pas de logement. C'est donc en

amont, dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, que se trouve la solution pour endiguer la crise.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les collectivités concernées doivent se doter de «plans de densification» en vue d'affecter des terrains, par exemple en révisant leur plan directeur. Elles doivent faire l'inventaire des droits à bâtir non utilisés, les valoriser, penser à la requalification de leurs friches, développer certains quartiers par une densification «diffuse» le long des axes de transports publics, etc. Elles peuvent aussi se montrer actives dans la négociation avec les privés, partenaires incontournables en tant que personnes vendant un terrain, bénéficiaires d'une servitude ou constructrices.

Les collectivités ont d'importantes responsabilités, à l'échelle des conséquences sociales qui touchent une part toujours plus grande de la population. Ces démarches prennent du temps, c'est pourquoi il est urgent de s'y atteler.

Laurent Guidetti



POLITIQUE MONÉTAIRE

Les pertes de la BNS, l'avenir du franc et les finances publiques

Le chiffre a de quoi provoquer de la stupéfaction: la Banque nationale suisse (BNS) doit enregistrer une perte consolidée de 19,2 milliards de francs sur l'exercice 2010. Une somme qui correspond à peu près au triple de l'argent avancé en son temps par la Confédération lors du sauvetage d'UBS, ou à un peu moins de la moitié de l'appui fourni par la propre BNS à l'UBS. Des pertes colossales donc.

Les réactions ont été immédiates, vives, et partielles. Ce sont principalement les pouvoirs publics cantonaux qui se sont montrés très inquiets face aux déclarations des dirigeants de la BNS concernant la possible réduction voire suppression de la distribution des bénéfices à la Confédération et aux cantons.

CONTEXTUALISER LES CHIFFRES

Toutefois, pour l'heure, on en est encore au stade des déclarations d'intention. Et ce n'est pas facile de faire la part des choses entre les difficultés futures réelles de la BNS et la volonté des gardiens de la monnaie de donner un signal fort aux pouvoirs publics suisses et aux marchés financiers internationaux. Trois facteurs vont notamment influencer l'issue de cette question.

Premièrement, les pertes élevées de la BNS en 2010 le sont pour l'instant seulement sur le papier. En effet, il ne s'agit pas de pertes réelles enregistrées suite à une vente massive d'actifs détenus par la banque nationale, mais de pertes comptables sur ses réserves de devises. Si l'Euro et le dollar américain se renforcent dans un proche avenir face au franc suisse, les pertes comptables se réduiront en conséquence car les réserves suisses en devises augmenteraient en valeur.

Ces pertes résultent notamment de la politique interventionniste massive de l'institut d'émission sur les marchés des

changes entre janvier 2009 et mai 2010 pour faire face à la forte appréciation du franc suisse dans le contexte de la crise de l'Euro. Pendant cette période, ces placements en devises ont presque quintuplé. Cette action de l'institut d'émission a pour objectif d'augmenter le volume de francs suisses sur les marchés des devises afin d'en faire baisser le prix face aux monnaies étrangères que la BNS acquiert avec des francs suisses.

Beaucoup dépendra donc, en second lieu, de l'évolution de la bataille autour de l'avenir de l'Euro qui continue à secouer les marchés financiers – suite par exemple à la récente crise portugaise – et à mobiliser les responsables politiques, notamment allemands et français. Si les investisseurs reprennent confiance en l'Euro, non seulement les réserves en devises de la BNS devraient gagner en valeur nominale, mais les pressions sur le franc suisse qui sont à la base de ces accumulations de monnaie étrangère s'atténueront.

JOUER SUR PLUSIEURS PLANS

Enfin, l'annonce de la suspension possible du versement d'un dividende par la BNS à la Confédération et aux cantons peut également poursuivre deux objectifs propres aux dirigeants monétaires. Celui, d'une part, de recouvrir définitivement une autonomie pleine et entière face aux pouvoirs politiques suisses, qui sont les actionnaires majoritaires de l'institut d'émission depuis sa fondation en 1907. Celui, d'autre part, d'indiquer aux marchés financiers internationaux que la situation de la BNS est moins solide que prévu, que les pouvoirs publics pourraient se retrouver dans les chiffres rouges dans un avenir proche et que, dès lors, il faut commencer à sortir des investissements à court et moyen terme en monnaie suisse. Autrement dit, il s'agit de réduire, du moins sym-

boliquement, l'attractivité de la place financière suisse et de la monnaie-refuge qu'est le franc suisse depuis la Première Guerre mondiale, notamment pendant des périodes d'instabilité économique et politique internationale, afin d'affaiblir quelque peu le cours de change actuel de la monnaie helvétique.

URGENCE RELATIVE

En conclusion: eu égard à l'exercice 2010, la BNS ne fait part d'aucune inquiétude majeure concernant la poursuite de sa politique monétaire au moment où les syndicats revendiquent de nouvelles mesures fortes visant à atténuer la hausse du franc suisse afin de ne pas pénaliser davantage l'industrie d'exportation. Concernant la question de politique financière intérieure, les gardiens de la monnaie se contentent d'un commentaire laconique: «la réserve pour distributions futures devenant négative, un réexamen de la convention concernant la distribution des bénéfices s'impose. La Banque nationale et le Département fédéral des finances s'y emploieront dans le courant de cette année». Si urgence réelle il y avait, des décisions seraient déjà en train d'être prises!

Philipp Müller

La manne de la BNS s'envole!

La BNS verse une partie de ses bénéfices aux cantons. Cet argent distribué représente des sommes substantielles, et on peut se demander quel sera l'impact de l'annonce des pertes colossales de la Banque nationale sur les finances cantonales.

Le vrai problème est toutefois ailleurs: une très petite variation des taux de change peut mécaniquement transformer de plusieurs milliards de francs le bénéfice de la BNS, selon ses réserves de devises. Alors qu'au niveau de la banque, l'estimation des bénéfices relève de l'approximation comptable presque théorique, les millions redonnés aux cantons sont une source bien réelle de revenus. Est-ce vraiment raisonnable de rendre aussi volatiles des sources de financement des cantons? Sans doute que non... SB

SOCIAL

L'autre guerre britannique

Si le gouvernement des conservateurs et des libéraux-démocrates du Royaume-Uni a décidé d'entrer en guerre contre la Libye, il mène depuis son investiture en 2010 une autre guerre, interne celle-là. Une véritable guerre de classe articulée autour de coupes budgétaires, de la hausse de la TVA, et d'exemptions fiscales pour les entreprises. Si, venant d'un gouvernement de droite, cela n'est guère surprenant, il faut toutefois rappeler que tant le démantèlement du système public de santé britannique (NHS), que la vente des forêts (bien que la proposition ait été provisoirement retirée) ne figuraient pas dans le programme politique du Parti conservateur.

Le Premier Ministre David Cameron, le Vice-Premier Mi-

nistre Nick Clegg et le Chancelier de l'Échiquier George Osborne sont aux avant-postes pour renforcer les inégalités et favoriser le capital. Des «liquidateurs» en quelque sorte au service des possédant-e-s et chargés d'approfondir les politiques néolibérales. Thatcher applaudit des deux mains.

GUERRE DE CLASSE

Cette guerre de classe apparaît clairement dans les discours, intentions et actions des gouvernant-e-s. George Osborne, suite à l'annonce de ses mesures budgétaires néolibérales, accusait les syndicats (ces «forces de stagnation») d'empêcher la croissance économique et menaçait de restreindre encore plus le droit de grève si ceux-ci

tentaient de retarder la mise en œuvre des mesures gouvernementales. Lors d'un congrès conservateur début mars, David Cameron pouvait sans autre désigner les fonctionnaires comme des «ennemis de l'entreprise» qui empêcheraient les entrepreneurs-eurs de travailler.

Pour permettre au capital de prospérer, il a été décidé une diminution du taux d'imposition des entreprises, qualifié fièrement de «plus bas des grandes économies occidentales». En outre, à l'instar de la Suisse, les bénéfices réalisés par les branches étrangères des entreprises seront exemptés d'impôts. D'autre part, le gouvernement veut réformer le système de santé (c'est-à-dire restreindre l'accès aux soins et augmenter la quote-part des malades), vendre les forêts aux privés et mettre sur pied d'égalité écoles publiques et privées. Enfin, le gouvernement promeut l'idée d'une «*big society*», enjoignant les Britanniques à donner du temps libre pour participer à des actions de volontariat ou de charité, pour accompagner le retrait de l'État social.

CONTRE LE SERVICE PUBLIC

L'argument de la crise économique, qui justifierait la nécessité de mener une politique d'austérité, ne tient pas au vu des exemples précédents. Au contraire, il s'agit de mesures prises en vertu d'un agenda idéologique néolibéral. Les fondements de la politique du gouvernement britannique sont que le service public est superflu.

Toutefois, les résistances s'organisent. Les étudiant-e-s manifestent régulièrement; le mouvement «citoyen» *UK Uncut*, créé suite aux mesures du gouvernement, s'amplifie. Mais bien entendu, les acteurs centraux de la contestation demeurent les syndicats. Les manifestations géantes du 26 mars dernier ont clairement montré le degré élevé de la mobilisation et l'amplification de la lutte contre cette politique.

Mathieu Gasparini

ASSURANCE-CHÔMAGE

Conséquences cantonales

Le 1^{er} avril, la quatrième révision de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI) entrera en vigueur, avec effet rétroactif pour toutes les personnes qui ont ouvert un délai-cadre avant cette date. Les conséquences seront immédiates, et significatives, pour les différents services d'aide sociale, les économies réalisées par l'assurance-chômage étant ainsi reportées sur d'autres acteurs, cantons, communes et entourage des personnes concernées. Bien qu'il soit impossible de savoir exactement combien de personnes seront touchées, les cantons ont toutefois établi quelques prévisions. Fribourg s'attend à une centaine de personnes supplémentaires à l'aide sociale, chiffre à peu près comparable à celui articulé par le canton du Valais. Le canton de Vaud a quant à lui estimé qu'environ 1000 personnes devraient recourir à l'aide sociale à la même date. Le nombre total de personnes concernées par la révision de la LACI est bien sûr plus élevé. En Suisse romande, des milliers

de personnes vont voir le nombre de leurs indemnités restantes diminuer à partir du 1^{er} avril. Pour le seul canton de Vaud, 3000 personnes se retrouveront en fin de droit à cette date, et 5000 personnes supplémentaires verront leur situation affectée (soit par une réduction de l'assurance-chômage, soit par la réduction de la période d'indemnisation, soit par les deux à la fois).

Alors que Doris Leuthard et toute la droite suisse n'ont pas cessé, durant la campagne, de seriner le refrain de la responsabilité des chômeuses-eurs, il semble que cette valeur ne s'applique pas à l'État puisque les principes fondamentaux de la sécurité du droit et de non-rétroactivité des lois sont foulés aux pieds par cette révision. Lorsqu'ils peuvent protéger les plus faibles, les principes de l'État de droit semblent souvent avoir une fâcheuse tendance à être relativisés. On le constate une fois de plus dans le cas de l'assurance-chômage.

Antoine Chollet

LOI SUR LA NATIONALITÉ

De l'impossibilité d'être suisse

Début mars 2011, le DFJP rend publique une révision complète de la loi sur la nationalité, loi qui régleme toutes les voies d'acquisition et de perte de la nationalité suisse. Cette révision est justifiée par l'adoption de la LEtr et de la LAsi en 2006, ainsi que par les discussions sur la violence juvénile. Même si le projet est lancé depuis 2009, les explications contenues dans le message du Conseil fédéral restent plus qu'aterrantes quand on pense qu'elles émanent d'un département censé être en mains socialistes.

RÉUSSIR SON INTÉGRATION

Ainsi le fait de reprendre les critères pour l'attribution des permis de séjour comme conditions pour la naturalisation n'est justifié que par la répétition de l'idée, empruntée à l'UDC, que la naturalisation constituerait «l'ultime étape d'une intégration réussie». La question de l'octroi des droits civiques qu'elle engendre sert notamment d'argument au prétendu besoin de bien s'intégrer. À aucun endroit du texte ses auteur·e·s ne semblent se rappeler que des cantons attribuent des droits civiques sur le plan communal ou cantonal sur des critères uniquement de durée de séjour après obtention d'un permis d'établissement, sans que cela implique une ap-

préciation de la «réussite» de l'intégration.

REMISE À L'ORDRE

Les contraintes des dominant·e·s envers les dominé·e·s sont toujours supérieures à ce que les premiers exigent d'eux-mêmes, mais ce qui est demandé aux personnes souhaitant acquérir la nationalité suisse autrement que par la filiation d'un parent suisse relève de la caricature. La loi n'en décrit bien heureusement pas tous les détails, mais il est quand même précisé que «l'intégration réussie se manifeste par le respect de la sécurité et de l'ordre public, le respect des valeurs de la Constitution, l'aptitude à communiquer dans une langue nationale et la volonté de participer à la vie économique ou d'acquérir une formation», ce qui va plus loin que le texte de la LEtr et ne laisse aucun doute sur la part d'arbitraire des décisions. D'autant que le message précise lui que «l'ordre public comprend l'ordre juridique objectif et l'ensemble des représentations non écrites de l'ordre, dont le

respect doit être considéré, selon l'opinion sociale et éthique dominante, comme une condition inéluctable d'une cohabitation humaine ordonnée»!

De plus, il est bien expliqué que pour la bonne marche de cette procédure, l'administration aura le pouvoir d'obtenir toutes les informations nécessaires auprès des autres autorités publiques, comme la justice, les offices de poursuites et même les écoles qui devront communiquer les problèmes de comportement des élèves ou des parents. Bienvenue en Helvétie, cette belle démocratie-témoin!

Stéphanie Pache



Simonetta semble vouloir nous jouer un sinistre remake des Schweizermacher!

LE POING



La position de pivot au centre dans laquelle s'est mis le **Parti socialiste portugais** devait lui permettre de gouverner sans disposer, seul, d'une majorité au parlement. Cette stratégie se solde par un brutal coup de poing... Le premier ministre Socrates démissionne suite au refus d'un plan d'austérité par l'Assemblée de la République par une coalition des groupes de la gauche du PS et de la droite. On ne peut qu'espérer une chose, que des élections anticipées aient lieu ou non: que le PS portugais retrouve le chemin vers ses alliés naturels, sur sa gauche... et oublie ses tentations de troisième voie!

LA ROSE



C'est une majorité chrétienne-démocrate vieille de 58 ans à laquelle ont mis fin **les Verts et le SPD du Land de Bade-Wurtemberg**, en Allemagne. Les écologistes, qui sont passés de 12 à 24% des voix, devraient obtenir leur premier ministre-président (qui dirige l'exécutif du *Land*) de leur histoire. Si le SPD perd deux points, en reculant à 23% des voix, il gagne cependant, comme les Verts, des électrices·eurs, grâce à une participation en nette augmentation depuis 2006. Merci aux camarades allemand·e·s de nous montrer que même les plus anciennes majorités conservatrices ne sont pas éternelles!

DÉBAT

Droit des femmes ou droit à tout prix d'avoir des enfants?

Comme annoncé dans le dernier numéro de *Pages de gauche*, nous poursuivons ici le débat sur la gestation pour autrui (GPA) contre rémunération («mères porteuses»). Nous voudrions ici contrer certains arguments qui défendent cette pratique au nom du droit des femmes à disposer de leur corps. Car si des arguments proches des abolitionnistes sur la prostitution et des fondamentalistes anti-IVG sont en effet utilisés, il nous semble important de défendre l'idée qu'une perspective progres-

siste puisse également refuser la libéralisation de la GPA.

À cet égard, et même si on doit signaler des désaccords (notamment sur la question psychologique ou celle de la prostitution), le rapport de la fondation TerraNova (proche du PS français) signé par des personnes telles que Lionel Jospin, Gisèle Halimi, Benoît Hamon ou Michel Rocard, fournit des arguments importants contre la GPA, dont nous nous inspirons ci-dessous.

Premièrement, les questions juridiques portant sur la propriété du corps, et des produits de son corps, sont loin d'être réglées. Que doit-il se passer lorsque la mère porteuse désire une IVG? Quand ce sont les parents, à l'inverse, qui la souhaitent (par exemple en cas de malformation)? Ou finalement quand la mère porteuse désire garder l'enfant? Le droit à disposer de son corps peut en réalité être remis en question par la GPA.

RAPPORT D'EXPLOITATION

Deuxièmement, on ne peut pas ignorer le rapport d'exploitation qui serait renforcé au moyen de la loi. Si la GPA était considérée comme un véritable travail donnant accès à un revenu, il s'agirait d'une forme unique d'exploitation. Dans le rapport salarial capitaliste (y compris, d'ailleurs, par extension, le «service» sexuel contre paiement), la subordination de la force de travail de la ou du travailleuse-eur est limitée dans le temps, et c'est bien l'enjeu des luttes autour de la durée du temps de travail. Dans le cas de la GPA au contraire, cette subordination serait permanente pendant neuf mois environ.

De plus, le «souci» du couple receveur qui est censé adoucir cette subordination peut fort bien se transformer en un rapport totalitaire sur le corps de la femme qui prati-

querait la GPA (interdiction du tabac, de l'alcool, de la sexualité, soumission à des contrôles médicaux réguliers, etc.), ceci au nom du fœtus, la vraie personne dans l'affaire, argument qui, pour le coup, ressemble bizarrement aux arguments anti-IVG.

POUR LES RICHES, MAIS PAR DES PAUVRES

Surtout, il ne faut pas se voiler la face. La GPA serait demandée par des couples fortunés et serait pratiquée, comme c'est le cas dans les pays où elle est légalisée, par des femmes démunies et/ou dans les pays du Sud. On organiserait ainsi la mise en concurrence des femmes. Notre opposition à la libéralisation de la GPA contre rémunération nous conduit néanmoins, bien sûr, à demander les plus hauts niveaux de protection et les meilleurs revenus possibles pour celles qui seraient amenées à la pratiquer.

Dans le cadre persistant des inégalités capitalistes, cette pseudo-avancée pseudo-progressiste participe surtout de l'extension néolibérale des rapports marchands. La promotion de la GPA, tout comme la procréation médicalement assistée du reste, renforce l'idée qu'il y aurait un «droit à l'enfant», c'est-à-dire un droit à tout prix (et donc en payant) à obtenir un enfant.

Romain Felli

EN BREF

La Poste, c'est quoi?

Pages de gauche s'est associé à une démarche collective de la presse d'opinion romande pour réclamer à La Poste et à son autorité de tutelle (le DETEC, désormais aux mains de Doris Leuthard) le maintien des mesures d'aide indirecte à la presse. Plusieurs journaux sont en effet sous la menace d'une disparition d'une telle aide, qui signifierait sans doute à terme la mise en danger de ces titres. La Poste souhaiterait-elle la mort de la presse d'opinion? L'explication est peut-être, malheureusement, à la fois plus simple et plus triviale. La Poste est et se vit (du moins au niveau de sa direction) comme une entreprise, cherchant à faire du profit, à minimiser ses coûts et à s'ouvrir de nouveaux marchés. Or, comme l'a admis sa direction dans un courrier, La Poste est prise entre cette exigence de profit et des missions de service public qui lui sont légalement imposées, dont l'aide à la presse. Elle se lamente que personne ne veuille choisir entre les deux injonctions. Qu'elle se rassure, le choix est fait! Nous défendons quant à nous depuis toujours le principe d'un service postal public et sans profit. Puisque même la direction de La Poste admet que cela faciliterait sa tâche, qu'attend-on pour lui rap- peler que son seul véritable statut défendable est celui d'un service public?

Antoine Chollet

LIVRE

Qui fait les sondages?

On parle beaucoup ces derniers temps, en Suisse comme en France, des instituts de sondage. À coup de prévisions fausses ou faussées, d'interprétations forcées, d'obscur secrets de fabrique et d'absence totale de transparence quant aux méthodes employées, les instituts de sondage n'ont pas bonne presse, et c'est tant mieux. La farce que représentent MIS Trend ou Gfs en Suisse, et les pantins qui leur servent de façades médiatiques, ne peut que nous conforter dans ce sentiment. En s'intéressant d'un peu plus près à leur cuisine interne, on s'aperçoit concrètement de la fumisterie achevée que représente le plus souvent leur travail (à ce sujet, on pourra lire le très bon livre de Patrick Lehingue, *Subonda*).

UN PROJET ORIGINAL

Pour sa part, Rémy Caveng, dans une thèse de sociologie récemment publiée par les Éditions du croquant, aborde le problème différemment, et de manière tout aussi intéressante. Il s'est penché, non sur les résultats produits par les instituts de sondage, mais sur les personnes qui y travaillent: celles qui sont en charge des enquêtes, de la codi-

fication, de la coordination entre ces tâches, etc. Il montre qu'elles sont très représentatives de ce qu'il nomme le «salarial libéral», c'est-à-dire une main d'œuvre relativement peu qualifiée, abondante, volatile et bon marché. En bref: le rêve de tout patron!

Rémy Caveng augmente cette première analyse d'une seconde, elle aussi très instructive. Les employé-e-s des instituts de sondage vivent en effet dans une précarité seulement relative. L'incertitude existe, mais n'est pas maximale, les salaires sont bas mais pas misérables, ils et elles ne font pas partie des «exclu-e-s» dont on parle dans les médias et sur lesquels la sociologie aime travailler. Comme le dit très bien l'auteur: «ils sont "normaux", et c'est bien là le problème et tout l'intérêt de leur condition» (p. 7).

Les instituts de sondage agissent donc comme de véritables révélateurs de nos sociétés et des transformations du marché du travail qu'elles connaissent. Généralisation lente mais régulière des contrats à durée déterminée, absence d'attachement à l'entreprise, salarié-e-s atomisé-e-s, sans aucune perspective de luttes collectives, tout ce que l'on observe

dans le monde syndical depuis quelque temps s'y retrouve dans une version particulièrement pure.

UN SALARIAT PRÉCARISÉ POUR UNE MARCHANDISE AVARIÉE

Rémy Caveng montre aussi comment ces conditions de travail influent négativement sur la qualité du travail effectué, et donc sur celle des sondages produits. Son livre a donc le double intérêt d'offrir une sociologie très détaillée d'une catégorie professionnelle à bien des égards représentative du monde du travail contemporain, et de produire une critique argumentée de la fabrication des sondages et, même si l'auteur se garde de tirer des conclusions aussi tranchées, de leur faible valeur méthodologique. Cela signifie que la mauvaise qualité des sondages est à l'image de celle des marchandises et services produits partout où le «salarial libéral» décrit par Caveng est utilisé.

Antoine Chollet

À lire : Rémy Caveng, *Un laboratoire du «salarial libéral», Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant, 2011.*

LIVRE

Éco-lecture

En fait, c'est cela qu'il fallait. Un roman. Un récit, plutôt, ce qu'on appelle de l'autofiction, là où l'auteur dit «je» mais où l'on ne sait pas si c'est bien lui, si c'est bien vrai. Ni d'ailleurs ce qu'est le «bien vrai».

Tous les essais, les ouvrages universitaires, les pamphlets ont plus ou moins échoué, mais avec la littérature, Iegor Gran réussit enfin à appuyer là où ça fait mal avec les pompeux fats du développement durable à la sauce Nicolas Hulot. En racontant par le menu ses épiques batailles d'escalier pour contrer le totalitarisme du tri sélectif, ou les tombereaux

d'insultes reçus à la suite d'un article comparant *Home* de Yann Arthus-Bertrand au *Triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl, Iegor Gran, qui n'en est pas à son coup d'essai, témoigne à la fois d'une éblouissante maîtrise littéraire et d'une capacité sociologique hors du commun. La visite au salon du développement durable, et l'inévitable débat sur la réalité du réchauffement climatique constituent les points d'orgue de ce qu'il faut bien appeler un genre nouveau: le roman écologique post-apocalyptique. L'apocalypse en question ayant finalement été annulée.

S'il n'était pas aussi rétif à toutes les formes de propagande, nous aimerions dire simplement: achetez ce livre, lisez-le! On se contentera donc de le recommander; pour sauver la planète, et éviter l'abattage inutile d'arbres innocents, précipitez-vous dans votre bibliothèque municipale où vous le découvrirez caché derrière le paravent «tourisme durable» et le présentoir «les 365 gestes pour sauver la planète».

Romain Felli

À lire: Iegor Gran, *L'écologie en bas de chez moi, Paris, P.O.L., 2011.*

Sarkozy peut
enfin faire joujou
avec ses avions.



SALLE DES POINGS PERDUS

Tou-te-s pourri-e-s!

Les politicien-ne-s sont tou-te-s des pourri-e-s, elles-ils mentent comme elles-ils respirent!

Ce constat est parfois vrai. Les centrales nucléaires? Doris nous dit que ce n'est pas dangereux. La réforme de l'imposition des entreprises II? Hans Rudolf nous dit que ça ne coûtera rien. Les comptes de la confédération? Hans Rudolf nous annonce des pertes monstrueuses. Les primes d'assurances maladie? Couchepin nous promet que ça n'augmentera plus. Tout cela s'est avéré complètement faux. Les riches qui fuient quand on supprime le forfait fiscal? C'est faux, on le constate à Zurich. L'initiative du PS qui augmenterait les impôts pour tou-te-s? Encore un mensonge!

La politique de la droite est tellement odieuse qu'elle préfère dépenser des millions pour faire croire qu'elle est différente. Le débat d'idées ne peut plus avoir lieu, cela devient un duel de celui ou celle qui crie le plus fort.

La gauche ne parvient pas à profiter d'avoir eu raison avant les autres. Parce qu'à la fin, tout le monde s'en fout et personne n'en parle. SB

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Fukushima

Les «liquidateurs» de la centrale déclarent: «et nous qui croyions que, dans le capitalisme, c'étaient les actionnaires qui prenaient tous les risques!».

Retraite

Le pot de départ de Hans Rudolf Merz aura coûté plus de 7 milliards.

Victoire

Un troisième dictateur chute: le Dalaï-Lama se retire.

Explosif

En Libye, l'ultimatum. Au Japon, l'ultime atome?

Analyse

D'après *Le Temps*, il y aurait au PS une aile maillardiste et une aile populaire. Tant qu'il n'y a pas d'aile populiste et d'aile milliardaire...

PDC

Le parti veut un moratoire sur le nucléaire. Mieux Leuthard que jamais.

Post tenebras lux

Les libéraux s'allient à l'UDC pour les communales genevoises: «On leur a promis des logements à prix d'ennemi de nos ennemis», confie une source interne.

Poids lourd

Daniel Brélaz: «Les potentiels candidats actuels à ma succession sont un peu légers».

Coûts de la santé

L'UDC ne veut plus rembourser la mammographie et l'IVG. Et la lobotomie, elle est obligatoire pour tous les membres du parti?